

Monsieur le Recteur d'Académie,

Depuis la loi de Transformation de la Fonction Publique, la capacité de représentation collective de tous les syndicats et celle du SNES-FSU en particulier a été rognée par la disparition progressive des commissions paritaires et autres groupes de travail, jusqu'à se réduire à une parodie de dialogue social.

Depuis la décision de vos services d'exiger un mandat de représentation pour défendre les situations individuelles des collègues de l'académie, une décision tout à fait exceptionnelle en France et limitée à l'Académie de Reims, la capacité de représentation du SNES-FSU est à nouveau mise à mal.

Depuis la décision du Président Emmanuel Macron de nommer Michel Barnier comme Premier Ministre, après un délai inacceptable de 51 jours, en faisant fi du vote majoritaire d'une consultation électorale ayant mobilisé autour de 80 % des électeurs, le secrétariat académique du SNES-FSU considère qu'il ne peut pas accepter de continuer à intervenir en tant que corps intermédiaire comme si de rien n'était.

Aussi, malgré l'urgence d'une situation de rentrée déplorable pour de nombreux personnels d'éducation, à la fois dans un cadre collectif comme pour plusieurs cas individuels, nous nous voyons dans l'obligation de vous alerter, M. le Recteur, de notre très vive inquiétude, en tant que fonctionnaires d'État attachés au bon fonctionnement de la République, face aux multiples brèches que les dernières décisions politiques du Président de la République et de son gouvernement « démissionnaire » ont fait subir à la démocratie dans notre pays.

Par conséquent et pour dénoncer le danger dans lequel se trouve notre République et notre démocratie, votre refus de prendre en compte notre représentativité et d'engager un vrai dialogue social, nous ne pouvons que solennellement terminer immédiatement cette audience en demandant la nomination d'un gouvernement qui reflète légitimement le vote majoritaire des Français.